



# **Un bond en avant dans le process du Pays Basque Nord**

**Contribution  
de la gauche abertzale**

# SOMMAIRE

<b>Préambule</b> .....	5
<b>1. Saisir l'opportunité offerte par la situation sociale et politique actuelle</b> .....	7
1.1. Le Pays Basque Nord.....	7
1.2. L'état français.....	9
1.3. Positionnement du mouvement abertzale .....	10
<b>2. Nouvelle séquence politique au Pays Basque nord</b> .....	13
2.1. Le changement de statut politique .....	13
2.2. Autoconstitution, en tant que Pays .....	14
2.3. Forte mobilisation populaire, moteur de changement .....	16
2.4. Phase de structuration du mouvement abertzale .....	17
2.5. Proposition pour la conduite du processus .....	19
<b>3. La gauche abertzale en mouvement</b> .....	21
3.1. Travail interne au sein de la gauche abertzale.....	21
3.2. Responsabilité des composantes de la gauche abertzale.....	21
3.3. Relations politiques .....	21
3.4. Investissement politique de la gauche abertzale .....	21
3.5. Organisation provisoire.....	22

## Préambule

La gauche abertzale a engagé en octobre dernier une réflexion visant à établir un bilan du cycle politique des dernières décennies, et en particulier pour se pencher sur la nouvelle phase, résultat de tant d'années de lutte. Nous devons prendre conscience des profonds changements intervenus, qui constituent de véritables avancées dans le processus de structuration du Pays Basque Nord. Aujourd'hui, après avoir étudié les éléments caractéristiques de la situation, il est temps de dessiner une nouvelle avancée vers la souveraineté en termes de structuration et de prise de pouvoir.

Ce document doit être considéré comme la contribution d'une communauté au parcours et à la nature spécifique au sein du mouvement abertzale, tout en ayant conscience que les prochaines étapes seront empreintes de vision nationale et qu'elles devront être partagées avec d'autres secteurs et acteurs de la gauche abertzale.

Ainsi, nous souhaitons que cette première proposition constitue une contribution de portée la plus large possible en vue de ce nouveau processus, et non pas un exercice de définition de notre ligne politique. Il s'agit en fait d'une initiative portée par un secteur politique du monde abertzale pour le chemin que nous devons arpenter ensemble, et qui marquera et exigera de nous un engagement à la hauteur de notre ambition pour la nouvelle phase qui s'ouvre.

# 1. Saisir l'opportunité offerte par la situation sociale et politique actuelle

Dans cette partie, plutôt que de se lancer dans une étude approfondie de la situation, nous préférons poser sur la table quelques caractéristiques majeures de ce temps social et politique, avec pour objectif de dresser les opportunités et les difficultés qu'elles supposent pour la véritable avancée politique que nous voulons réaliser dans les prochaines années.

## 1.1. Le Pays Basque Nord

1. Nous nous trouvons dans une phase d'autoconstitution. Il nous faut, premièrement, souligner que pour la première fois, le Pays Basque Nord bénéficie d'un cadre institutionnel. La prise de souveraineté peut se décrire comme un processus en trois étapes : l'auto-affirmation ou la revendication ; l'autoconstitution ; et l'autodétermination. Nous considérons que nous sommes passés d'une phase d'auto-affirmation à une phase d'autoconstitution, avec l'ouverture d'un processus d'institutionnalisation des provinces du Labourd, Basse-Navarre et Soule, avec des opportunités de renforcer la tendance. Néanmoins, en raison de nombreux facteurs en lien avec la création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, nous devons considérer le risque d'embourbement dans la gestion institutionnelle. Mais, comme nous nous situons au début de ce processus, il nous faut tracer et promouvoir une nouvelle route.
2. Renforcement du niveau d'identification envers le Pays Basque Nord. L'existence de la CAPB n'a pas encore eu d'effet notoire dans la société. Mais, nous pouvons toutefois penser que le niveau d'identification envers le Pays Basque Nord va se renforcer. À mesure que nous avancerons dans le processus, des politiques publiques et des structures gagneront en importance et se situeront au Pays Basque Nord. S'il en est ainsi, la population devrait s'identifier de manière plus forte avec le Pays Basque, avec le sentiment que les décisions sont prises sur place. De plus, cette évolution devrait être, par rapport aux autres secteurs politiques, favorable au mouvement abertzale, parce que le Pays Basque est au centre de notre politique, et qu'il est aussi notre terrain de jeu. Malgré tout, le sentiment d'attachement au territoire est en train de s'étendre, car Euskal Herri se transforme de plus en plus en un champ d'action. Dans les secteurs universitaires, de l'innovation ou de l'entrepreneuriat, on trouve des acteurs (Estia, CCI, EHU...) qui sont en train de « marquer » l'espace transfrontalier. En revanche, le mouvement abertzale de gauche n'a pas encore élaboré de travail d'articulation de ses forces sur cet espace et il faudra suivre avec vigilance les mouvements en cours pour que la vision néolibérale ne prenne pas le dessus. Cette identification au territoire pourrait être une fondation/opportunité permettant de mener un travail communautaire avec une perspective de pays et de positionner l'innovation dans de nouvelles valeurs.

3. La fin de la lutte armée a engendré un profond changement. Par la secousse qu'elle a provoquée, elle a chamboulé les positionnements de tous les acteurs politiques, et a par la même occasion ouvert de nouveaux espaces de lutte et de débat. Nous sommes dans une situation transitoire, entre la fermeture d'un cycle et l'ouverture d'un nouveau. Les pas qui ont été faits font partie d'une nouvelle étape du processus de libération, mais ils sont très liés à ceux entrepris par la société en vue de la résolution des conséquences du conflit. Nous pouvons affirmer que nous sommes en position pour passer à une nouvelle étape, soit celle du retour à la maison des prisonnier(e)s. Ceci devra replacer le débat dans de nouveaux paramètres politiques, pour permettre une réorientation de toutes les forces du mouvement abertzale et de la gauche abertzale vers le processus politique.
4. Le Pays Basque : de meilleures conditions pour agir ensemble, mais également de nouvelles difficultés. Au-delà de son renforcement sur tout le territoire au cours des dernières années, le mouvement de gauche abertzale a, dans le cadre de sa stratégie confédérale, fait des pas vers la constitution de nouvelles majorités, particulièrement au Pays Basque Nord et en Navarre. En revanche, et au-delà de ce que doit faire l'indépendantisme de gauche pour agir avec une vision nationale, le processus politico-institutionnel pose de nouveaux problèmes : une sorte d'éloignement entre les territoires. Disons-le clairement : il y a au Pays Basque Nord un processus politique partagé qui n'existe pas actuellement au Pays Basque Sud. Et ceci nous questionne sur le type de processus qu'il nous faut construire pour le Pays Basque dans son ensemble, sur la façon de développer les relations entre territoires, sur la contribution que pourrait apporter le Pays Basque Nord.
5. L'influence du mouvement abertzale s'est renforcée dans la population. Cela s'exprime notamment dans l'évidente progression de nos résultats électoraux et du soutien de la population. Les revendications qui étaient jusqu'à présent seulement celles des abertzale sont intégrées aux agendas d'autres acteurs en faisant ainsi bouger les lignes, en procédant à un mouvement de la marge vers le centre, et en faisant de l'abertzalisme de gauche un des principaux référents politiques du Pays Basque Nord. Ceci s'est traduit dans le fait que nous dirigeons de nombreuses municipalités, et que nous avons été sur le point de présenter un candidat à la présidence de l'agglomération. Cependant, le mouvement n'est pas suffisamment prêt à entreprendre la nouvelle phase de toutes ses forces, et c'est justement ce que nous devons faire dans les prochains mois : élaborer une offre politique et organisationnelle pour un nouveau chemin. À la fois, il est important de bien définir, adopter et veiller à une stratégie permettant l'obtention du pouvoir populaire. La croissance électorale peut apporter le risque de fusionner le pouvoir à une stratégie électorale. En revanche, il est important de veiller à ce que la stratégie de prise du pouvoir soit intégrale, car ce sont, entre autres, les dynamiques populaires et les mobilisations qui nous ont permis d'obtenir les conditions actuelles.
6. Augmentation de la pression démographique. Ces dernières années, le Pays Basque Nord a connu une très forte progression de la pression démographique. D'un côté, l'attractivité de notre territoire est promotrice de dynamisme social et économique. Mais, ce flux démographique qui ne va pas se réduire dans les prochaines années est également source de problèmes : un problème politique car la majorité des nouveaux arrivants sont français, connectés à l'environnement et à la culture politique de l'état français ; cela crée aussi des problèmes d'ordre social et territorial, dont ceux liés au logement et aux terres, mais pèse également sur le processus de revitalisation de l'euskara. Comme ce flux démographique impacte principalement, mais pas que, le BAB, le mouvement abertzale devra dans les prochaines années inventer une nouvelle stratégie sociale, politique et institutionnelle pour faire face à ce défi.

7. Crise sanitaire, sociale et économique. La crise sanitaire liée au Covid19 qui secoue le monde entier impacte également le Pays Basque avec l'émergence d'une nouvelle réalité dans notre pays. Ce sujet a pris une formidable importance, et est devenu le sujet prioritaire pour la population. Mais, cette crise devient également source de plus profondes crises sociales, économiques, écologiques et politiques, sans que l'on puisse actuellement mesurer quels en seront les effets. N'oublions pas que nous avons, au Pays Basque Nord un fort niveau de précarité sociale. En ces temps où le système néolibéral veut profiter de la situation dans de nombreux aspects, nous devons, de notre côté, voir quelles sont les opportunités qui s'offrent à nous en tant que Pays Basque : réponses de proximité aux problèmes sociaux, économiques et sanitaires de la population, en proposant des solutions ou en posant le débat à de nouveaux niveaux de pouvoir qui permettraient de trouver ces solutions. En revanche, si l'abertzalisme de gauche n'est pas en mesure de prendre une position affirmée ; il est possible que les mobilisations autour de ces problématiques – y compris celles sur l'écologisme ou le féminisme – se détournent de l'échelle d'Euskal Herri et se positionnent sur des références à l'échelle de l'État français.
8. Aggravation de la problématique écologique. Le changement climatique est un autre élément important de la situation actuelle et qui va conditionner les années à venir. Et ce phénomène global touche et touchera également notre territoire. Là aussi, nous devons, dans l'étape à venir, apporter des réponses en tant que Pays Basque, en multipliant les mouvements et dynamiques déjà en place, mais en les situant dans la perspective du pays que nous voulons construire.

## 1.2. L'état français

9. L'organisation de l'État français et la question des nations. Nous devons, en parallèle au processus qui se déroule au Pays Basque suivre de très près les processus qui se déroulent dans les nations opprimées par l'État français. Du point de vue du statut politique, la Kanaky a gagné son droit à l'autodétermination ; la Polynésie pas encore, mais elle figure dans la liste des Pays à décoloniser des Nations Unies ; concernant la Collectivité Territoriale de Corse, il y a un accord sur une prochaine étape vers l'autonomie ; en Alsace une Collectivité Territoriale à Statut Particulier a été mise en place récemment, en regroupant au sein d'une Collectivité Européenne les différents départements d'Alsace ; en Bretagne nous assistons à un renforcement des mouvements pour un référendum en faveur de la réunification du territoire historique. Sans vouloir ici étudier en détail tous ces processus, ces réalités mettent en évidence que nous avons la possibilité et la nécessité d'ouvrir de nouveaux champs de relations et de coopération entre le Pays Basque Nord et ces nations comprises dans l'État français.
10. Tendance centralisatrice de l'État français. Le point précédent se heurte de plein fouet à la nature centraliste et jacobine de l'État français. De plus, dans ce contexte de crise sanitaire, sociale et économique, on observe une tendance à la hausse de la centralisation des décisions et de la verticalité. Et ceci est à l'origine de débats et de conflits dès lors qu'il s'agit de donner des réponses aux réalités locales. Actuellement, le Pays Basque Nord qui manque de compétences subit les effets de cette tendance, mais en même temps nous pouvons y voir l'opportunité de créer de nouveaux paramètres de confrontation et de renforcement du débat sur la localité des prises de décision.
11. Crise politique. En lien avec la crise propre à l'État et une crise plus globale, nous assistons depuis des années à une crise des familles politiques de gauche et de droite, avec parfois des divisions chez les uns comme chez les autres. Entretemps,

l'attachement à l'État et aux secteurs politiques qui portaient la proposition de « sécurité identitaire » s'est érodé. Ceci peut générer des réactions réactionnaires et conservatrices, et il nous faut surveiller le renforcement du nationalisme français et de l'extrême droite française, en raison du tort qu'ils pourraient supposer pour le processus de notre pays. Cependant, il nous paraît important de ne pas mettre sur le même plan les rapports de forces à l'œuvre au sein de l'État français et ceux qui se jouent au Pays Basque. C'est un élément important pour franchir la nouvelle étape et parvenir à de nouveaux rapports et accords au Pays Basque Nord.

### 1.3. Positionnement du mouvement abertzale

12. Le mouvement abertzale à un moment d'inflexion. Tel que nous l'avons souligné dans les conclusions du bilan, le mouvement abertzale du Pays Basque Nord est arrivé à la croisée des chemins et se prépare à faire un bond en avant. Un bond en avant qui n'est pas encore effectif. Il a réussi à poser de nombreux sujets au centre et à renforcer son influence, grâce à la lutte de ces dernières années. Comme nous l'avons déjà dit, le Pays Basque Nord est passé d'une situation d'auto-affirmation ou de revendication à une situation d'auto-constitution, et si nous voulons remporter le défi politique de la prochaine étape, nous devons parvenir à une articulation et une offre intégrale adaptée. Il s'agit en fait de construire des liens entre des forces sans unité d'orientation ni d'action, et de bâtir une stratégie commune actualisée autour des principaux thèmes permettant une structuration du Pays Basque Nord.
13. Nécessité mise à jour de l'outil politico-institutionnel. Même si l'abertzalisme a réussi à se placer au centre, EH Bai n'est pas encore devenue la maison de tous les abertzale de gauche. De plus, avec une représentation institutionnelle de plus en plus forte, et face à un processus d'auto-constitution, EH Bai est un faible outil politico-institutionnel. Sans vouloir minimiser les succès politiques ni la différence entre l'offre et l'organisation, il sera très difficile d'en faire une force capable de gérer le pouvoir et de parvenir à un nouveau statut politique. Ainsi, c'est pour nous une priorité majeure que d'actualiser EH Bai si toutefois nous voulons qu'elle soit l'outil de tous les abertzale de gauche et porter une offre politico-institutionnelle renouvelée.
14. La puissance de la dimension nationale. Avec le renforcement de la crise, l'offre politique que l'État jacobin français pourrait faire à la population a perdu en attractivité. Ainsi, du point de vue du Pays Basque Nord, l'échelle nationale de l'ensemble du Pays Basque, en tant que cadre géographique et politique, peut avoir une plus grande crédibilité pour répondre aux nouveaux problèmes et défis. Concomitamment, et alors que les appareils d'état des autres mouvements politiques sont englués dans des processus de liquéfaction, de dissolution ou de division, la vision et l'organisation nationale de la gauche abertzale pourrait constituer un point d'accroche qui fait défaut aux autres projets dans une perspective d'avenir.
15. La crédibilité de notre projet. La crise écologique et sociale que nous subissons peut générer des difficultés du fait que la préoccupation de s'en sortir au quotidien peut conditionner nos attitudes envers la problématique de l'identité nationale basque. Pourtant, si nous abordons la crise sociale, économique et écologique avec une offre globale, l'abertzalisme de gauche peut en sortir renforcé, en devenant pour de nombreux secteurs une alternative crédible. En effet, les concepts que nous travaillons dans notre projet sont autant de caractéristiques d'un nouveau paradigme qui pourrait être utile pour faire

face à la globalisation néolibérale : résilience et souveraineté. Dans ce contexte de crise qui se renforce, nous pourrions être en mesure de renforcer notre position dans cette lutte pour l'hégémonie.

16. Les limites de la gauche abertzale. Les dernières décennies, et particulièrement les évolutions des vingt dernières années, ont usé la gauche abertzale. Il est néanmoins évident que son repositionnement et son initiative ont renforcé sa position politique, mais la répression, les procédures d'illégalisations tout comme l'accélération du processus de ces dernières années ont mis en évidence ses limites. La communauté -les secteurs et les membres- qui compose la gauche abertzale doit être totalement prête pour aborder la nouvelle étape politique avec force.

- Tous ces éléments nous permettent d'affirmer que nous avons l'occasion de faire de véritables avancées dans le processus de souveraineté, avec ses opportunités, ses forces, ses faiblesses et ses menaces. La question n'est pas de savoir s'il y a une majorité de variables positives ou négatives, mais bien si nous utilisons correctement ces facteurs caractéristiques de la situation pour une nouvelle phase.



## 2. Nouvelle séquence politique au Pays Basque nord

Premièrement, et pour revenir à l'étude du contexte, nous voulons souligner que le pari politique que nous proposons suppose de prévoir différentes hypothèses. Il nous faudra également, au fil du temps, faire une analyse dynamique de la situation et procéder aux adaptations en conséquence.

Comme nous l'avons déjà exprimé, le Pays Basque Nord est engagé dans un processus d'auto-constitution, et maintenant nous devons faire l'effort de dessiner les contours de la nouvelle étape. La réflexion devra porter sur, la façon dont on caractérise cette nouvelle phase politique, ses principaux objectifs, le type de processus que nous voulons mener ou encore la façon dont on repositionne les principaux outils pour y parvenir.

Nous réaffirmons clairement que notre processus de libération est national et social. Les deux faces d'une même médaille indissociables pour comprendre notre parcours de lutte. Le Pays Basque est, du point de vue de l'identité nationale, un pays en danger, et nous avons besoin, sans aucun doute, de dessiner le chemin qui nous permettra de renforcer notre identité. Mais nous sommes également convaincus que la nouvelle épique de notre lutte de libération nationale, face à la crise du néo-libéralisme, doit être étroitement liée à la nécessité de construire une société juste et solidaire. Le processus devra se faire avec ces deux composantes complémentaires.

### 2.1. Le changement de statut politique

17. Vers la Collectivité Territoriale. Premièrement, nous voulons amener le Pays Basque Nord à un nouveau statut de reconnaissance. Pour le dire clairement, nous souhaitons un nouveau cadre institutionnel qui dépasse le statut politique actuel de la Communauté d'Agglomération Pays Basque. Nous voulons la Collectivité Territoriale. C'est l'objectif que nous fixons pour cette étape de changement de statut. Cela ne veut pas dire, pour autant, que la prise de pouvoir au sein de la CAPB ne soit pas un ancrage important en vue de ce changement de statut que nous voulons ; ça l'est, bien évidemment. Lorsque nous évoquons une nouvelle phase politique, il s'agit d'une trajectoire à moyen-long terme qui nécessitera probablement une décennie entière, voire plus. Nous proposons un schéma de longue haleine qui demandera de caractériser les enjeux et développements à court-moyen terme. C'est la raison pour laquelle, même si nous concluons que nous sommes plongés dans une phase d'auto-constitution ; il sera important de positionner au premier plan la revendication permettant de gagner un changement de statut politique au long terme ; pour qu'entretemps, le peuple soit actif dans ce processus. Il faut gagner le peuple pas à pas.
18. Les raisons d'un tel choix. Dans le chemin qui va de la phase d'auto constitution à l'autodétermination, s'il est un statut adapté d'un point de vue juridico-politique, c'est bien celui de « collectivité territoriale ». En effet, cette structure est dotée de diverses institutions. Ce qui est important c'est le concept de « particularité ». Si nous parvenons à une qualification générale de notre statut en tant que « particulier » les cadres institutionnels que l'on peut y développer sont nombreux. La Collectivité Territoriale qui avait été demandée dans un large consensus par des acteurs sociaux, économiques et politiques du Pays Basque Nord nous paraît adaptée pour dessiner la prochaine étape de la reconnaissance institutionnelle.

19. Revendication des conditions démocratiques et droit de décider. Il faut rappeler que le fonctionnement de la CAPB se fait dans des conditions démocratiques dégradées, puisque les citoyens n'élisent pas leurs représentants au suffrage direct. De fait, si les citoyens élaient leurs représentants de l'agglomération au suffrage direct, cela engendrerait un changement de statut et ferait de la CAPB une Collectivité Territoriale. Si en même temps on plaçait le droit de décider au centre de la scène politique, le principe suivant serait posé : ce sont les citoyens eux-mêmes qui devraient décider quel sera le cadre institutionnel futur du Pays Basque Nord.
20. L'importante question de la territorialité. Au niveau du Pays Basque Nord et au niveau national basque. Concernant le Pays Basque Nord, il nous faut rappeler que le principal défi de la CAPB est de garantir la complémentarité entre la côte et l'intérieur. Si nous fixons comme objectif le statut particulier, avec pour ce faire un vote au suffrage direct, l'exercice nous demandera de mener une réflexion profonde sur les déséquilibres géographiques. Le passage à une Collectivité Territoriale exigera un accord sur le pacte démocratique entre les territoires (ou entre les zones). Concernant la dimension nationale de la territorialité, la Collectivité Territoriale à statut particulier de l'Alsace pourrait être une référence, dans la mesure où le droit européen nous offrirait la possibilité de renforcer les relations avec le Pays Basque Sud.

## 2.2. Autoconstitution, en tant que Pays

21. Objectif : structuration du Pays Basque Nord. Le chemin vers le changement de statut politique n'est pas juste un processus institutionnel, car si nous le concevons ainsi, il aura peu de chances de se réaliser, car il rencontrerait plus d'obstacles que d'opportunités. Si nous voulons que le Pays Basque Nord gagne en pouvoir et en compétences, le processus doit être abordé de manière intégrale. Ce qui veut dire que dans les années à venir, nous devons nous battre pour des structures socio-économiques avec une vision nationale ; idem pour la réalisation de la transition écologique, le renforcement du féminisme pour la garantie des droits de femmes, les outils en faveur de l'euskara et de la politique linguistique, l'éducation ou les relations transfrontalières. Nous voulons en fait donner corps au changement de statut, pour que cette évolution soit la plus profonde et la plus intégrale possible.
22. Un Agenda de Pays renouvelé. Il nous faudra malgré tout définir clairement quels seront les sujets, les revendications et les étapes que nous voulons mettre sur le devant de la scène pour les prochaines années. Ces dernières années se sont déroulées autour de la création de la CAPB et de la résolution des conséquences du conflit avec une vision de Pays largement partagée. La création de la CAPB était une nécessité, et la résolution des conséquences du conflit était nécessaire pour clôturer un cycle et faire le pari d'un nouveau, mais au-delà, ce qui est fondamental à nos yeux, c'est de trouver une solution rapide à la question des prisonnier(e)s basques. Cette nouvelle phase doit être, sans aucun doute, celle de la réalisation du processus de résolution du conflit, qu'il nous faudra travailler en priorité tout au long du processus de changement de statut. En somme, notre pari consistera en la construction d'un nouvel Agenda de Pays intégral et d'obtenir l'adhésion d'un maximum de secteurs sociaux, syndicaux, politiques et institutionnels, pour d'une certaine façon fermer la porte à d'autres voies sans avenir.

Voici, selon la gauche abertzale, les principales revendications que l'on pourrait porter en tant que pays :

- Changement de statut, Collectivité Territoriale.
- Résolution des conséquences du conflit.
- Officialisation de l'euskara.
- Des structures socio-économiques propres.

Mettre ces sujets principaux sur la table ne signifie pas que d'autres revendications doivent être écartées. À l'inverse, il sera nécessaire d'étudier les angles et les approfondissements à leur apporter. Nous devons mener ce processus de définition de façon partagée et nous devons constituer cet agenda renouvelé avec les contributions de tous. De même, notre contribution devra souligner l'importance de greffer le processus d'Ipar Euskal Herria à une perspective nationale.

23. Un processus le plus transversal possible. Tout ceci nous amène donc à nous demander avec qui nous voulons mener à bien ce processus politique. Actuellement, au Pays Basque Nord c'est le centre-droit qui détient la majorité électorale-institutionnelle. Nous savons qu'il y a des secteurs du centre-droit (comme de la gauche) qui s'opposent à ce que le Pays Basque ait plus de moyens, pourtant ces dernières années, des secteurs se sont prononcés « pour le Pays Basque » et ont joué un rôle important dans le développement de certaines revendications de base. Dans ce contexte, et même s'il apparaît renforcé, pour l'instant le mouvement abertzale n'est pas en position de force hégémonique, et à ce jour, nous n'avons pas créé les conditions pour composer, avec les forces de gauche, une large majorité apte à impulser la stratégie de Pays que nous proposons. Comme nous ne sommes qu'aux premiers pas d'un Pays, en considérant les rapports de forces actuels, nous ne pouvons pas nous baser sur les paramètres gauche-droite qui sont en place dans l'État français. Nous devons également placer les prochaines étapes dans des paramètres de division politique entre ceux favorables à plus de compétences pour Euskal Herri et ceux qui y sont opposés ; et cela, pour construire les alliances les plus transversales possible autour des sujets de revendication fondamentaux dans un Agenda de Pays ; avec l'ambition qu'elles soient bien plus larges que celles que nous avons obtenues à ce jour.

- Dans le même ordre d'idées, la société civile doit être un acteur essentiel de promotion et de mise en œuvre de ce processus citoyen partagé. En ce sens, nous pensons que le Conseil de Développement du Pays Basque Nord, qui réunit les principaux acteurs et élus de ce territoire, est un espace clé pour mener à bien la gouvernance du territoire. Au-delà de sa constitution et des sujets et projets débattus, il a une fonction importante pour garantir le caractère citoyen du processus. Nous pensons que les échanges et les consensus sociaux permettant de répondre aux grands défis du Pays Basque Nord se produisent dans cet espace.
- Globalement, nous voulons souligner que la mise en œuvre de notre stratégie de Pays nécessitera une attention de tous les instants. Le bond en avant que doit effectuer le processus politique qui s'est développé en Labourd, Basse-Navarre et Soule ces dernières années n'est pas garanti. Les variables qui modifient le contexte politique (la situation de l'État français et ses attaques, le changement des rapports de forces au Pays Basque, les intérêts politiques divers, les capacités du mouvement abertzale...) vont conditionner ce processus de pays. Aussi, nous faudra-t-il faire un effort important et soutenu pour consolider la voie ouverte, et pour mener le Pays Basque Nord plus loin dans cette voie. Dans ce pari, la gauche abertzale fera ce qui est de son ressort.

24. Consensus au Pays Basque, confrontation avec l'État français. La tendance centralisatrice de l'État français, ses refus et attaques qui perdurent, posent un décor où l'hermétisme à toute reconnaissance de nouvelle structure est prévisible. Nous, nous souhaitons mener notre processus depuis le Pays Basque pour le Pays Basque, pour parvenir à des avancées structurelles soutenues par une large majorité. Cependant, nous savons que tout changement de structure ne se fera que par une négociation avec l'État français. C'est pourquoi, face à cet état, le processus partagé du Pays Basque doit être un processus de pression. Dès lors, nous verrons quel sera l'objet de la confrontation. La confrontation des idées et des projets politiques est autant légitime que nécessaire et en ce sens, EH Bai devra faire un saut pour rassembler les forces au sein de l'abertzalisme de gauche autour de son projet politique pour Ipar Euskal Herri et pour produire des avancées dans la lutte pour l'hégémonie politique. Plutôt que par les alliances, nous atteindrons cet objectif dans le temps, essentiellement par le travail quotidien, commune par commune, au sein des secteurs, et par la dynamique politico-institutionnelle nécessaire à mener. Cela ne doit pas compromettre les accords larges que nous devons construire et que nous construisons depuis la perspective d'un processus populaire.
25. Les coopérations au sein de l'État français : Certains mouvements en cours dans l'État français sont très intéressants - là où auparavant il s'agissait d'un désert - et il faut mettre à profit cet axe de travail. Premièrement, depuis une perspective d'Euskal Herri, il sera indispensable de mener un travail en commun avec les acteurs locaux des processus en cours de développement dans les territoires ou Pays sans États - Bretagne, Corse, Alsace... L'objectif serait d'articuler un rapport de force face à l'État plus solide autour de différents sujets - statut politique, langue...- pour accélérer les processus de souveraineté et les changements politiques. D'autre part, il sera fondamental de continuer à œuvrer au soutien le plus large possible pour faire bouger l'État au sujet du processus de résolution du conflit. Troisièmement, nous avons besoin d'approfondir le travail en commun avec les acteurs de la gauche transformatrice qui développent des luttes et des dynamiques sociales sur le territoire français pour garantir des échanges et des accumulations autour de nouvelles alternatives.

### 2.3. Forte mobilisation populaire, moteur de changement

26. La mobilisation citoyenne en accord avec les caractéristiques de la nouvelle phase. Il est évident que le processus politico-institutionnel en vue du changement de statut doit avoir un poids important, car il nous faut passer d'une institution propre qui considère le Pays Basque Nord comme sujet politique à une nouvelle institution pour notre territoire. Or, pour que le rythme de ce processus soit efficace, la mobilisation populaire doit être équivalente à l'ambition politique. Nous devons, dans cette phase, faire en sorte que les dynamiques de mobilisation autour des sujets clés (statut politique, résolution du conflit, euskara, évolution sociale-économique-écologique, revendications de la jeunesse...) soient les plus larges et les plus fortes possible, et que les mouvements citoyens qui portent ces mobilisations soient eux aussi les plus nombreux et les plus forts possible. L'objectif doit être de marquer l'agenda. D'un côté, pour en faire des sujets hégémoniques dans la société, mais d'un autre côté, il faudra agir sur les rapports de forces politico-institutionnels pour accélérer les processus de changement. En ce qui concerne les types de luttes, au vu de la négation de l'État français, la désobéissance civile devra remplir un rôle important dans le processus, de la même manière qu'elle l'a rempli un grand nombre de fois ces dernières années. Toutefois, il est fondamental que le rôle et la nature de la désobéissance civile correspondent aux caractéristiques

de la phase politique ; entre autres : la positionner vers l'avancement d'objectifs politiques au sein d'une stratégie/dynamique intégrale ; qu'elle soit la plus participative possible ; qu'elle obtienne une adhésion populaire large ou encore qu'elle soit efficace pour ouvrir une voie populaire.

27. Le pari des dynamiques constructrices. Ces dernières décennies, plusieurs projets citoyens essentiels à la structuration du Pays Basque Nord ont vu le jour, généralement en réponse à une problématique ou à un sujet en particulier. Pourtant, ces projets ont été une contribution importante pour la survie et le développement du Pays Basque. Aujourd'hui, certains de ces projets sont bien en place, mais parfois ils nécessitent un fort renouvellement. Dans cette nouvelle phase, nous voyons deux défis : premièrement et en lien avec les objectifs principaux, faire évoluer les projets en cours en les resituant dans cette nouvelle étape ; deuxièmement, mettre en route de nouvelles dynamiques constructrices. Il sera fondamental de créer des structures de contre-pouvoir par un travail en commun autour de différentes problématiques et sujets. Comme par le passé, l'objectif doit être de parvenir demain à l'acceptation et la normalisation de ce qui ne peut être mis en place légalement ou qui est limité aujourd'hui. De cette façon, en plus d'apporter des solutions aux problèmes/sujets concrets, nous ferons des avancées dans la construction et la structuration d'Euskal Herria. Nous pensons qu'il nous faudra, dans le monde abertzale, mener des réflexions sur les priorités et les principaux enjeux de ce renouvellement, afin que tout le monde se les approprie.
28. Complémentarité entre la mobilisation et la revendication d'un nouveau statut. La lutte populaire et la construction citoyenne devront nécessairement alimenter le processus en faveur de la reconnaissance institutionnelle. Cette idée majeure est très importante. Lors de la séquence précédente, des secteurs (euskara, agriculture) à l'origine de certaines dynamiques ont bouleversé l'orientation de la reconnaissance institutionnelle, et ils ont également alimenté le processus global. Pour la prochaine phase, nous devons retenir deux principes de base très utiles : d'un côté, l'importance que chaque lutte sectorielle ou que chaque ligne de revendication provoque un besoin de solution structurelle ; et d'un autre côté, la nécessité d'un lieu de rencontre des différentes luttes, en proposant, sous couvert de reconnaissance politique, un cadre de complémentarité.
29. Agenda social et recherche de nouvelles majorités. Quoi qu'il en soit, face à la crise sanitaire, sociale et économique, il sera très important de faire face aux politiques néolibérales et surtout de remettre au centre la revendication des structures socio-économiques propres au Pays Basque Nord. En plus d'être fondamentales d'un point de vue national, ces revendications devront avoir pour objectif de garantir les droits sociaux et droits du travail des citoyens basques. Alors que souvent les regards du secteur social et syndical sont tournés vers Paris ou Pau, nous allons avoir besoin d'une stratégie sociale et syndicale forte pour établir des rapports de forces favorables au Pays Basque, et pour donner l'impulsion nécessaire au processus de changement de statut.

#### 2.4. Phase de structuration du mouvement abertzale

30. L'importance de l'ambition politique. La situation actuelle nous pose un défi très ambitieux, semé de difficultés et d'embûches. Aujourd'hui, les forces du mouvement abertzale sont relativement dispersées, même en termes de réflexion. Nous pensons que nous devons, chacun de notre côté, laisser derrière nous les désaccords passés, les tendances à vouloir chacun

garder son espace, pour faire le pari d'une ambition collective. Nous devons prendre conscience que nous sommes devenus un secteur clé en Pays Basque Nord et nous devons donc agir en tant que tel. L'ambition du mouvement abertzale devra être la plus élevée, aussi bien tout le long du processus d'articulation des majorités, que dans les mobilisations et dynamiques citoyennes, qu'au niveau institutionnel, notamment à la CAPB.

31. Une stratégie et un cap partagés. Comme nous l'avons déjà dit, dans les temps à venir il nous faudra, entre différents secteurs qui composent le mouvement abertzale, partager des réflexions et nous mettre d'accord sur un cap commun à suivre. Nous parlons ici des familles politiques, mais aussi du rôle des militants que l'on trouve dans divers secteurs (euskara, syndicats, élus, écologie, agriculture...). Il est vraiment important d'entreprendre ce nouveau chemin ensemble, pour que tous ensemble, et chacun de son côté, œuvre dans cette direction, pour gagner notre pari. Il s'agit en fait de construire un engagement partagé, une sorte d'« accord ».

- Avec le renforcement des outils, nous sentons le besoin de mener au sein du mouvement abertzale, sur du moyen/long terme, une réflexion commune sur les luttes populaires et la construction citoyenne. Nous pensons également qu'il existe, parmi les structures et initiatives portées par le mouvement abertzale, un besoin collectif de « métabolisation » de certains changements. D'un côté, le changement de phase politique a créé une nouvelle situation. D'autre part, la situation générale, comme certaines nouvelles tendances que nous observons dans la société, nous oblige à actualiser la logique. Nous estimons donc que nous devons trouver les voies pour opérer cette réadaptation.
- Nous devons être en capacité de nous adapter de manière dynamique pendant le processus de construction des outils pour réunir les forces, car il sera absolument nécessaire de bien clarifier quand, comment et où se feront les débats et se prendront les décisions. Le mouvement abertzale se trouve dans une phase d'expansion, et à la vue des circonstances, cette expansion va se poursuivre. C'est là aussi notre défi. C'est pourquoi l'articulation devra être bien plus efficace et fonctionnelle à l'avenir.

32. Une stratégie spécifique pour les zones urbaines d'Ipar Euskal Herria. 45 % de la population d'Ipar Euskal Herria réside dans la zone de Bayonne Anglet et Biarritz. Par ailleurs, nous savons que la majeure partie de la population venue de l'extérieur s'installe dans les principales villes du littoral, dont Bayonne, Biarritz et Anglet. À Bayonne, par exemple, la population augmente sous l'effet de l'installation des personnes extérieures et le flux démographique qui ne faiblira pas les prochaines années peut entraîner un certain nombre de problèmes ; des problèmes politiques entre autres, puisque l'essentiel des personnes venant de l'extérieur est composé de Français connectés à l'ambiance et la culture politique de l'État français. Sans parler des problématiques liées au logement qui sont en train de se multiplier. La capitale d'Ipar Euskal Herri est aussi caractérisée par un durcissement des réalités sociales de la population des quartiers nord de Bayonne. Au vu du poids démographique de cet espace, mais aussi de la spécificité de son contexte et de sa réalité, dans les prochaines années, il nous faudra décliner une stratégie spécifique adaptée aux réalités des zones urbaines et orientée vers les objectifs des abertzale de gauche.

33. EH Bai renouvelée. Dans la nouvelle phase que nous sommes en train de dessiner, nous aurons besoin d'un outil politique fort et efficace. Même si EH Bai devrait le préciser à l'occasion de son processus interne de 2022, nous estimons que la

coalition devrait s'adapter et se renouveler pour mener de manière efficace le processus politico-institutionnel. Nous considérons qu'elle porte, en grande partie, le leadership de ce processus dans le mouvement abertzale. Avec un pouvoir et une représentation de plus en plus forte, elle doit être en mesure de répondre aux défis qui se présenteront.

- Elle devra être un mouvement large et divers, de plus en plus nombreux, et de plus en plus rassembleur. Elle devra être la référence et la maison de tous les abertzale de gauche où se retrouveront des sensibilités diverses. Nous avons besoin d'un outil qui fasse des contributions et des propositions politiques dans les domaines clés du processus citoyen ; avec une base militante et sociale large sur tout le territoire ; qui soit capable d'établir des échanges durables avec les acteurs basques et les autres nations sous domination de l'État français.

34. Une stratégie sociale-syndicale renouvelée. Ayant comme objectif de placer le changement social et économique au centre du processus, nous pensons devoir essayer de construire des accords entre différents secteurs qui, au sein du mouvement abertzale, mènent des luttes sociales. Dans tous les cas, pour la gauche abertzale c'est LAB qui devrait devenir la référence syndicale pour toutes les personnes de gauche et abertzale. Pour cela, nous pensons qu'il faut ouvrir, entre différents secteurs du mouvement de la gauche abertzale qui mènent des luttes sociales, une nouvelle voie de consensus et de collaboration à la hauteur du pari politique que nous proposons.

35. Un nouvel outil/dynamique pour la jeunesse abertzale et de gauche. Dans la voie que nous proposons, il est nécessaire de créer des mouvements et dynamiques pour répondre largement aux problématiques de la jeunesse. Pour ce faire, il nous faut mettre en place une nouvelle organisation pour rattacher la jeunesse abertzale et de gauche à la lutte ; une organisation ouverte, participative, innovante et active. Elle devra être adaptée au pari politique, et faire le lien entre la jeunesse et le mouvement politique. Que peuvent apporter les nouvelles générations dans cette phase politique ? Que doit apporter notre nouveau pari à ces générations ? Il faudrait répondre à cette double question.

## 2.5. Proposition pour la conduite du processus

Sur la base des orientations que nous avons définies pour le processus politique, et à la vue des débats qui ont vu le jour ces dernières années autour de la gouvernance, nous pensons qu'à l'avenir les trois secteurs ci-après seront essentiels à la conduite du processus politique :

36. Secteur(s) de type citoyen(s). Concernant le changement de statut que nous voulons impulser pour le Pays Basque Nord, nous pensons que le rassemblement des forces que nous avons connu dans l'esprit de la plateforme Batera peut être conduit de manière plus efficace. Lors de la séquence précédente nous étions parvenus à des consensus qui remplissaient la fonction d'« accord citoyen » : Collectivité Territoriale, officialisation de l'euskara, Laborantza Ganbara, résolution du conflit. Nous avons actuellement des espaces où se concrétisent des alliances et des accords avec une vision de Pays : au niveau institutionnel (CAPB), résolution du conflit (Bake Bidea-Artisans de la Paix) et au niveau de la société civile (Conseil de Développement du Pays Basque Nord). Chacun de ces espaces remplit une fonction, avec une nature et des objectifs propres. Cette fonction, ils la garderont. Nous pensons donc qu'il faudra créer une synergie efficace, car il est absolument indispen-

sable que les constituants du secteur socio-politique réunis autour de Batera se mettent d'accord sur la portée de la prochaine étape. Effectivement, ce consensus doit être le plus large possible, car la transversalité est extrêmement importante. Elle est essentielle à une articulation efficace de cette majorité, et constitue un bon point d'ancrage pour activer la société.

37. L'espace du mouvement abertzale. Si en vue de cette nouvelle phase politique, nous sommes capables de mener des réflexions et construire des consensus sur une stratégie générale parmi les secteurs d'un large mouvement de gauche, nous allons devoir articuler un nouvel espace pour réfléchir, avec tous ces secteurs, à la mise en œuvre du processus politique, pour partager de nouveaux défis et étudier les adaptations à opérer.
38. EH Bai. Nous pensons que pour les prochaines années EH Bai doit remplir le rôle de direction du processus politique et institutionnel, c'est-à-dire, agir en tant qu'animateur et direction politique du processus de passage de la Communauté d'Agglomération à la Collectivité Territoriale, et se poser en garantie de politiques publiques à développer au niveau du Pays Basque Nord et des communes. EH Bai pourrait être également un outil permettant de répondre efficacement aux débats et rapports de force politiques quotidiens, en établissant des relations politiques durables avec les autres nations sous domination française, en plus de celles qu'elle développerait au Pays Basque. En somme, nous avons besoin d'une direction à la mesure de notre pari politique, pour faire d'EH Bai le référent politique de tous les abertzale de gauche.
  - L'importance de renforcer la coopération entre EH Bai et EH Bildu. Une stratégie nationale commune aux abertzale de gauche nous semble essentielle à la structuration politique du Pays Basque et la conduite du processus national. En ce sens, le mouvement abertzale doit faire une contribution qualitative, en dépassant le simple champ de l'étude politique et faire face ensemble aux défis qui s'offrent à nous en tant que Pays. Nous estimons que cette articulation devra être structurée et permanente.



## **3. La gauche abertzale en mouvement**

Pour lancer et développer la logique de la séquence politique que nous dessinons dans ce document, nous devons mener un processus partagé. Notre réflexion est une contribution politique, soit une initiative qui n'a pas vocation à rester sur une étagère. Et si nous voulons poursuivre ce chemin, nous devons faire preuve d'initiative. Voici donc les principales étapes que nous prévoyons :

### **3.1. Travail interne au sein de la gauche abertzale**

39. Nous allons partager la nouvelle séquence politique avec notre base militante et sociale, en commençant par un travail interne avec les militants en attendant l'assemblée prévue en mai. En parallèle, nous allons établir le contact avec des membres qui œuvrent ou qui sont en responsabilités dans divers domaines, pour partager avec eux notre pari politique et recueillir leurs avis.

### **3.2. Responsabilité des composantes de la gauche abertzale**

40. Au terme de ce processus de réflexion, les membres devront s'engager à s'approprier le pari politique et à en faire la promotion. C'est un engagement à partager le projet avec des personnes de notre base, mais aussi avec d'autres secteurs, pour qu'ils soient en mesure de participer et contribuer activement aux dynamiques qui devraient s'articuler autour du mouvement abertzale dans les prochains mois.

### **3.3. Relations politiques**

41. Comme nous l'avons déjà dit, cette réflexion est interne à un secteur du mouvement abertzale de gauche. Nous envisageons de partager avec les membres d'autres familles politiques notre bilan de la phase antérieure et nos éléments clés de celle à venir. Si nous partageons l'analyse et le chemin proposé, nous devons alors travailler sur les possibilités d'avancer ensemble.

### **3.4. Investissement politique de la gauche abertzale**

42. Si nous voulons réussir le défi de la nouvelle phase politique, la gauche abertzale devra mettre sa capacité politique et militante à son service. Et vu la dimension du projet, nous devons nous resituer et revoir nos niveaux d'investissement. S'agissant d'un processus dynamique, nous devons répartir nos efforts le plus efficacement possible par rapport au nouveau défi.

### 3.5. Organisation provisoire

43. Enfin, nous rappelons que le débat sur la fonction, l'organisation et le fonctionnement de Sortu et de la gauche abertzale devra se faire lors de l'étape suivante à cette réflexion. Premièrement parce que le débat de l'ensemble du mouvement abertzale de gauche devrait déterminer le terrain de jeu. Et d'autre part, parce que dans le cas de Sortu et de LAB, des congrès auront lieu en 2022 et que ces débats doivent s'inscrire dans cette temporalité. De toute façon, afin de recueillir des avis favorables pour l'assemblée de mai, une organisation transitoire de Sortu sera proposée dans les réunions qui se tiendront par régions.

**TALDE DINAMIZATZAILEA**

Euskal Herrian, 2021eko martxoan

